



# LIBRES

## PROCHE-ORIENT

LES PALESTINES DU QUOTIDIEN. - Jean-François Legrain

★ Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain (Cermoc), Beyrouth, 1999, 450 pages, prix non indiqué.

« Le "terroir" l'a partout emporté sur l'appartenance organisationnelle », « le facteur politique (...) n'est jamais apparu comme prépondérant dans la construction de la cohérence des manières de voter » : telles sont les principales conclusions tirées par Jean-François Legrain d'une étude des élections qui se sont déroulées, en janvier 1996, dans les territoires autonomes palestiniens. L'analyse de ce premier scrutin général libre en Cisjordanie et à Gaza permet à l'auteur de mettre en lumière la victoire des « notables », de ceux qui possèdent un pouvoir social propre, mais surtout « un lien antérieur et à l'efficacité reconnue avec le pouvoir et son bras organisationnel - Fath », le mouvement du président Yasser Arafat. Celui-ci a encouragé cette « dépolitisation », y compris par le tracé des circonscriptions et par le refus de la proportionnelle. La « victoire » massive remportée par l'Autorité ne signifie pourtant pas une hégémonie politique sans partage, comme le confirment les élections professionnelles beaucoup plus disputées et dont le Hamas sort souvent vainqueur. Car l'expérience de l'Intifada, la multiplication des organisations non gouvernementales et la détermination politique restent des facteurs dont l'Autorité palestinienne - comme Israël - doit tenir compte.

A. G.

# Une Palestine au pluriel

Jean-François Legrain propose une nouvelle lecture des élections de 1986 sur l'autonomie

## LES PALESTINIENNES DU QUOTIDIEN

les élections de l'autonomie de Jean-François Legrain.

Ed. Les Cahiers du Cermoc, (Po Box 2691, Beyrouth, Liban), n° 22, 450 p., 153 F (23,32 €).

Les symboles peuvent parfois se révéler écrasants. Il en va ainsi des accords d'Oslo et du processus de paix israélo-palestinien depuis une célèbre cérémonie de signatures organisée sur la pelouse de la Maison Blanche, le 13 septembre 1993, et réunissant Yasser Arafat et Itzhak Rabin autour de Bill Clinton.

Depuis la décision du chef de l'OLP de s'engager dans des discussions difficiles qui devront définir le sort des colonies juives et celui des réfugiés palestiniens de 1948 et de 1967, l'univers palestinien est structuré en partisans et adversaires d'Oslo. C'est ainsi qu'ont été examinées et analysées les élections palestiniennes de janvier 1986. Le succès remporté par le chef palestinien et par les candidats soutenus par son parti, le Fatah, ont conduit tout naturellement à la conclusion d'un soutien politique à la démarche entreprise trois ans plus tôt.

Observateur critique de l'actuel processus de paix, Jean-François Legrain, réputé pour ses travaux sur les islamistes palestiniens, propose au terme d'une étude minutieuse une autre lecture. Il a profité du caractère exceptionnellement démocratique de ces élections, au regard des pratiques en vigueur dans les pays voisins (Israël excepté), en dépit d'irrégularités imputées plus à la négligence qu'à la volonté de manipuler les chiffres, pour appliquer aux résultats une méthode d'analyse rigoureuse des motivations des électeurs.

Les clés du vote, telles que les présente Jean-François Legrain,

n'accréditent pas la « téléologie » qu'inspire, selon lui, « la nouvelle doxa que constitue l'apologie obstinée des accords d'Oslo », à savoir l'inéluctable mise en place en Palestine d'« un Etat démocratique dont les partis politiques formeraient la base et dont la culture politique, copiée sur celle de l'Occident, serait déjà à l'œuvre ». Bien au contraire, les élections ont été l'expression d'un « ethno-localisme », autrement dit de la permanence des liens tribaux mis en évidence par de nombreux chercheurs pour d'autres pays de la région, une fois réappréciés les discours marxiste ou nationaliste des années 60 et 70.

« Le facteur politique n'est jamais apparu comme prépondérant dans la construction » du vote, assure Jean-François Legrain. On n'aurait donc pas voté pour ou contre Oslo, mais pour les « notables », c'est-à-dire ceux qui possèdent à la fois une envergure sociale propre et un accès avec le pouvoir représenté par l'Autorité palestinienne. Le chercheur note que Yasser Arafat a conforté ce vote ethno-local par le découpage et par le choix du mode de scrutin.

La population, « arc-boutée sur ses innombrables espaces de solidarité locaux et clos », a indiqué « avec force que l'intégration de la société politique palestinienne » n'est encore « qu'un vœu », « la construction nationale » reste « un processus inachevé ». « En Cisjordanie et dans la bande de Gaza, la Palestine aujourd'hui se vit bel et bien aujourd'hui encore au pluriel, comme autant de "petites Palestines" seules à même d'assurer la survie du groupe », conclut Jean-François Legrain. L'enjeu n'est pas indifférent pour un pouvoir venu de Tunis en 1994, et toujours perçu comme « extérieur » pour « une population toujours périphérique », selon un jeu traditionnel engagé avec l'Empire ottoman.

Gilles Paris

## FIRST VOTE

**Les Palestines du quotidien: les élections de l'autonomie, janvier 1996**, by Jean-François Legrain. Beirut: CERMOC, 1999. Les Cahiers no. 22. 414 pages. Appendices to p. 422. Bibliography to p. 436. Index to p. 450. \$25.00 paper.

*Reviewed by Youssef Courbage*

Jean-François Legrain has made the most of his experience of the Palestinian world by offering us this exhaustive and original study, entirely devoted to the 1996 elections for the Palestinian Authority's Legislative Council. Thanks to a thorough analysis of the poll results, he provides an in-depth look at the electoral behavior of Palestinians. This enables us to gauge the efficiency of the military, diplomatic, political, and social struggles of the PLO during the last three decades and how they manifested themselves on the day of the election. In the context of a continuous Israeli occupation of their land, can the Palestinians consolidate their national identity? Will they succeed in making of this "territory of Palestine," a geographical entity limited to the West Bank and the Gaza Strip, the foundation required for the nation-state they endeavor to create?

The book is divided into two main parts. In part 1, the author describes the legal background of the elections and defines the territory, population, and attributes of the Legislative Council. During the election, there was great uncertainty over the number of overall and eligible voters. Since then, the first census has been conducted (in December 1997, almost two years after the elections). Despite this uncertainty, the author looks on these elections as a genuine success for the Palestinian Authority, because more than 90 percent of those eligible registered to vote, which might be the most positive aspect of these elections. On the negative side, however, the author shows how the electoral system, which subdivides the country into sixteen constituencies, does not further national integration of Palestine and of Palestinians, but rather enhances regional and denominational differences. Voters were thus compelled to choose candidates from their own region, rather than those who had national calibre. Besides,

quotas were allocated according to religious group, with the number of seats allocated to Christians being higher than their percentage of the total population. The most blatant disproportion occurred in Gaza, where Christians got one seat out of twelve, or 8.3 percent of the total, even though they account for less than 5 percent of the population.

For a relatively small population, estimated at 2.5 million at that time, the Palestinian elections attracted 672 candidates, eight times more than the number of seats. Only a quarter of those candidates represented a well-established "partisan entity" according to the author. Needless to say, the elections were limited to the remnants of Palestinians in the West Bank (including Jerusalem) and the Gaza Strip, not to Palestinians living abroad. Refugees especially stood out, as they accounted for more than 31 percent of the candidates and 38 percent of the seats. Detailed results of the vote at the local level were never published by the Palestinian Authority; thus, any attempt to check the reliability of the poll becomes impossible. It is often claimed that these elections were fraught with improprieties, all the more so since several discrepancies appeared between the results published straight after the poll and those published a year and a half later. In some places, the number of voters was higher than those registered on the lists.

Candidates from "partisan entities" were the most successful: 53 seats out of 88, with 50 going to Fatah, Yasir Arafat's party, and thus confirming his unabated prestige in Palestine. Arafat himself was elected as president with 77 percent of the votes. Furthermore, the electoral success of the "returnees" or "former banished" (35 of the 88) has a great symbolic significance.

Since clan links and community ties were more prominent in the decision making of voters than national political factors or party ideology, the author concludes that the process of nation building is incomplete. The voters showed almost exclusive preference for candidates originating from their neighborhood, be it an area of a city, a small town, a village, or a camp. Thus, they discarded political orientations, their own and those of the candidates. The key to the vote, therefore, was what Legrain calls "ethno-localism."

# مؤلفات

## Livres

Jean-François Legrain, *Les Palestines du quotidien. Les élections de l'autonomie, janvier 1996*, Beyrouth, Les cahiers du CERMOC, n° 22, 1999, 450 p.

L'analyse extrêmement fouillée que nous propose Jean-François Legrain sur le premier scrutin de l'autonomie palestinienne de janvier 1996 est particulièrement intéressante car elle nous en donne une lecture qui va bien au-delà de ce que l'on a pu en dire à l'époque, à savoir l'honnêteté de la consultation, la victoire de l'OLP et la disparition des islamistes de la scène politique palestinienne. La démarche du chercheur est d'ausculter ce processus en partant de la présentation du cadre juridique dans lequel s'est inscrite la consultation. Il aborde les règles de ce scrutin élaborées dans le cadre de l'accord intérimaire et où il est précisé, que sont exclus de la consultation les réfugiés et les déplacés. Les candidats sont du coup soumis aux mêmes contraintes de résidence que celles des électeurs : une adresse dans les territoires occupés en 1967 est indispensable ainsi que la nécessité d'être porteur d'une carte d'identité palestinienne ou israélienne.

Mais l'originalité de ce travail est la description, pour reprendre les têtes de chapitre, des « Candidatures et des candidats », « Le vote et son interprétation » et enfin « L'élection : approche circonscription par circonscription ». Des tableaux d'une extrême précision donnent les résultats de toutes les circonscriptions, village par village, camp par camp. Tous les candidats sont répertoriés et leur appartenance politique mentionnée.

L'auteur met en cause la fiabilité des données : « les résultats détaillés, bureau de

vote par bureau de vote, candidat par candidat, en ce qui concerne tant l'élection à la présidence de l'exécutif que celle des membres du Conseil d'autonomie n'ont en effet jamais été rendus publics, et leur accès a été refusé aux candidats eux-mêmes heureux ou malheureux ».

Un autre enseignement est tiré de cette consultation dans laquelle le facteur politique n'a pas été prédominant. En effet, ce n'est pas l'affiliation à un parti ou à une composante politique qui a fait qu'un électeur a voté pour tel candidat plutôt que pour un autre, c'est le lien géographique qui a primé. Cela amène Jean-François Legrain à dire : « Plus qu'une *'asabiyya* (solidarité) de *hamûla* (clan, ndlr), cependant, il convient dorénavant de parler d'une *'asabiyya* à base locale, vécue en Palestine en terme de *jihâwiyya* [régionalisme, ndlr] ». Il ressort donc de l'analyse que nous sommes dans une logique de « politique des notables », pour reprendre l'expression de Hourani, dans le sens où l'Autorité palestinienne se trouve au centre et la population reste à la périphérie, la médiation entre les deux étant assumée par les « notables ». Il est donc logique dans ce système que les Palestiniens aient voté pour la personnalité qui, grâce à sa position, permettra d'obtenir des avantages. On comprend dès lors que l'opposition, et en particulier les membres du Hamas, ne se soient pas pliés à ce fonctionnement dans lequel ils ne peuvent avoir leur place. Car dans la mesure où ils ne font pas partie de la « caste » des notables, ils ne sont pas des intermédiaires efficaces. On ne peut pas pour autant en tirer la conclusion qu'ils ont disparu de la scène politique.

L'explication de ce titre pluriel – « Les Palestines » – vient en fin de lecture quand

l'auteur explique que la « construction nationale est un processus inachevé » et que dans les différents territoires – Cisjordanie, bande de Gaza – on est face à plusieurs entités, des « petites Palestines seules à même d'assurer la survie du groupe ».

Agnès LEVALLOIS

Monde arabe  
Maghreb  
Machrek  
N° 168  
avril-juin 2000

Notice

157

**ANNALES. HISTOIRE,  
SCIENCES SOCIALES**

2005/1 (60e année)

Pages : 236

ISBN : 9782200920265

Éditeur : Editions de l'E.H.E.S.S.

Numéros antérieurs disponibles  
sur [www.persee.fr](http://www.persee.fr)

**À PROPOS DE CETTE REVUE**

**SITE INTERNET**

**Jean-François Legrain *Les Palestines du quotidien. Les élections de l'autonomie, janvier 1996*, Beyrouth-Amman, Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain (CERMOC), 1999, 450 p.**

Dès sa publication, *Les Palestines du quotidien* est apparu comme un ouvrage novateur au regard de l'historiographie palestinienne dominante des trente dernières années, centrée principalement sur l'OLP et ses stratégies de lutte. Son auteur, Jean-François Legrain – chercheur au Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (CNRS-Université de Lyon II) et spécialiste reconnu de la question palestinienne –, y étudie le leadership palestinien de l'intérieur ainsi que les pratiques sociales des populations de Cisjordanie et de la bande de Gaza. L'exploitation des données détaillées du scrutin électoral du 20 janvier 1996 relatif aux élections présidentielles et législatives palestiniennes constitue le cœur de l'ouvrage.

L'objectif de l'auteur est ici d'« évaluer le degré de réussite, sur le chemin de la construction de l'identité nationale et de l'État, de la stratégie de lutte armée, diplomatique, politique et sociale menée par l'OLP ces trente dernières années » (p. 8). D'emblée, J.-F. Legrain écarte la thèse, largement répandue, selon laquelle les longues années de lutte pour la construction d'une identité nationale en Palestine auraient débouché sur des formes de mobilisation résolument « modernes », c'est-à-dire idéologiques et dénuées de toute affiliation confessionnelle ou clanique. Prenant appui sur une analyse minutieuse des résultats des élections de 1996, il affirme, au contraire, que le facteur politique n'apparaît pas prépondérant dans les manières de voter des populations, la clé du scrutin provenant plutôt de « l'appartenance à un espace de solidarité géographiquement délimité et

éminemment restreint » (p. 100). En d'autres termes, l'« ethno-localisme », à savoir l'espace de solidarité que constitue le quartier, la ville, le village, le groupe de villages ou encore le camp, l'emporte – partout – sur l'affiliation partisane. Il ne s'agit pas là d'une conclusion négligeable, étant donné les idées reçues véhiculées sur les pratiques politiques des populations des territoires.

*Les Palestines du quotidien* se démarque également par l'originalité de la méthode adoptée par l'auteur. J.-F. Legrain utilise l'analyse factorielle des correspondances (AFC), une méthode d'interprétation des scrutins – issue de la socio-logie quantitative – jamais utilisée jusque-là dans les études sur le monde arabe. Cette méthode permet de visualiser les résultats d'une élection sans postuler l'existence de corrélations *a priori*. Au-delà, cet ouvrage se distingue par la prudence de ses propos : J.-F. Legrain y livre ses difficultés d'enquête et d'interprétation des données, mais aussi la manière dont il les a dépassées. Ainsi, la non-publication des résultats détaillés du scrutin et le manque de fiabilité des chiffres officiels l'ont conduit à prendre appui sur deux types de sources différents : des sources écrites, d'une part, tels les listings diffusés sur les candidats, le matériel électoral des prétendants (notamment les professions de foi), les *Who's who* disponibles et les manuels de lignages; des entretiens sociologiques, d'autre part, réalisés auprès de postulants au scrutin, de responsables de partis politiques ou d'observateurs de la scène électorale.

L'ouvrage se compose de trois parties distinctes. La première situe les élections palestiniennes de 1996 dans leur contexte juridicopolitique, en évacuant un peu vite la question territoriale – du moins pour des lecteurs non avertis. L'auteur y démontre d'abord que les « élections de l'autonomie » résultent des négociations de paix israélo-palestiniennes et sont, de ce fait, strictement encadrées par les accords d'Oslo. La date du scrutin, le mode de constitution des listes électorales ou encore le nombre de députés à élire sont ainsi des éléments sur lesquels l'État d'Israël détient un pouvoir de décision. Il s'arrête ensuite sur les nombreux (petits) partis politiques qui ont émergé à la faveur des élections et en établit une classification. Il s'intéresse, enfin, aux dissensions internes à chaque (grand) parti, soulignant que celles-ci ne dépendent que peu des oppositions nées de la signature des accords d'Oslo : ainsi les élections primaires du Fatah ont-elles opposé de jeunes leaders de la première Intifada à d'anciens cadres du parti et notables locaux, tandis que la question de la participation du Hamas aux élections législatives s'est insérée « dans le débat plus général sur, d'une part, le maintien ou non de la lutte armée contre Israël et son corollaire, la transformation ou non en un parti politique, [...] et sur, d'autre part, les relations entre le mouvement islamiste et l'Autorité palestinienne » (p. 57). J.-F. Legrain termine la première partie de son ouvrage en livrant sa clé d'interprétation des résultats électoraux – l'« ethno-localisme » – et en évacuant les explications qu'il considère fausses ou partielles, telles celles fondées sur l'appartenance politique, le sexe, l'origine confessionnelle ou encore le type d'habitat. Ces développements auraient toutefois eu plus de force démonstratrice s'ils avaient été placés en conclusion de l'ouvrage, c'est-à-dire une fois la présentation des résultats électoraux réalisée dans leur exhaustivité.

La deuxième partie de l'ouvrage – de loin, la plus dense – donne les résultats du

scrutin dans les quatre grandes régions de Palestine (Jabal el-Qods, Jabal Nâblus, Jabal al-Khalil et la bande de Gaza), circonscription par circonscription, soit onze en Cisjordanie et cinq dans la bande de Gaza. Pour chaque cas étudié, l'auteur dresse un historique du découpage territorial et administratif de la circonscription, puis analyse les luttes locales de pouvoir propres au parti de Yasser Arafat. Ses enquêtes de terrain l'ont conduit à conclure que les interventions du chef de l'Autorité palestinienne dans la constitution des listes du Fatah ont, « dans certaines limites, tenu compte des [élections] primaires » (p. 50), tout en bouleversant, « dans la plupart des cas, l'ordre des préférences exprimées » (p. 50). Il fait également ressortir l'existence de solidarités nouvelles confinées à l'espace des camps de réfugiés, qui fonctionnent selon les règles du localisme plutôt que selon des critères partisans. Enfin, J.-F. Legrain étudie les continuités et ruptures de la représentation politique en Palestine. Il souligne ainsi que, si la stabilité des clans détenteurs du pouvoir est tout à fait remarquable dans certaines villes (telles Naplouse et Gaza-ville), elle l'est nettement moins dans d'autres, où des changements de plus ou moins grande ampleur sont perceptibles.

Dans la troisième partie de l'ouvrage – un peu lapidaire –, l'auteur entreprend la synthèse des différents résultats présentés jusque-là et revient sur sa thèse principale : l'ethno-localisme. Selon lui, « l'étude des comportements électoraux de janvier 1996 conduit à affirmer que, loin d'une structuration du politique en partis sur une base idéologique et une autonomie de son fonctionnement liée à une société civile, nous sommes aujourd'hui en Palestine en présence d'une forme renouvelée de [...] "politique des notables" » (p. 410). En d'autres termes, tout lien antérieur à l'efficacité reconnue avec le régime et son bras organisationnel – Fatah – fonctionne comme le meilleur garant du vote des populations et la meilleure source d'accès au pouvoir. Comme nous l'avons déjà souligné, il s'agit là d'une conclusion novatrice. Il est cependant regrettable que la méthode d'analyse choisie – l'AFC – ne permette pas de rendre compte de la politique des notables de manière dynamique, c'est-à-dire appréhendée dans les relations d'échange (inégal) qui se nouent entre le centre (l'Autorité palestinienne) et ses périphéries multiples.

*Les Palestines du quotidien* demeure toutefois un livre de référence pour tous ceux qui souhaitent comprendre les pratiques politiques de la Palestine d'Oslo et connaître davantage le profil sociologique du leadership des populations de Cisjordanie et de la bande de Gaza.

#### AUDE SIGNOLES

**Rex Brynen *A very political economy. Peacebuilding and foreign aid in the West Bank and Gaza* Washington, United States Institute of Peace Press, 2001, 287 p.**

*A very political economy* s'attache à analyser la nature, le volume et l'impact de l'aide internationale sur la société des territoires palestiniens, depuis la signature des accords d'Oslo en septembre 1993 jusqu'à l'élection d'Ehoud Barak au poste de premier ministre d'Israël en 1999. Pour réaliser cet ouvrage, son auteur, Rex Brynen, professeur à l'université Mc Gill, s'est appuyé sur des sources variées : entretiens réalisés auprès d'officiels de l'Autorité palestinienne et de responsables d'organisations internationales (Banque mondiale, PNUD, USAID, UNWRA,